

HAÏTI

Résumé analytique

La Constitution et d'autres lois et politiques protègent la liberté de religion et, dans la pratique, le gouvernement a veillé dans l'ensemble au respect de ces garanties. Celui-ci n'a pas manifesté une tendance à l'amélioration ou à la détérioration du respect de la liberté de religion et de la protection des droits la garantissant.

Des cas de discrimination ou d'abus sociétaux en raison de l'affiliation, la croyance ou la pratique religieuses ont été signalés.

Des représentants de l'ambassade des États-Unis ont régulièrement rencontré des dirigeants religieux et de la société civile pour recueillir leurs opinions, notamment sur la liberté de religion. Tous les programmes des États-Unis en Haïti se fondent sur une approche inclusive de non-discrimination religieuse visant à favoriser le développement.

Section I. Démographie religieuse

D'après un recensement publié par le Fonds des Nations Unies pour la Population en 2006 (fondé sur des données de 2003), 55 % des Haïtiens sont catholiques, 15 % baptistes, 8 % pentecôtistes et 3 % adventistes du septième jour. Le pays compte également des épiscopaliens, des témoins de Jéhovah, des méthodistes, des membres de l'église de Jésus Christ des saints des derniers jours (mormons), des musulmans, des scientologues et des praticiens du vaudou. Des estimations récentes indiquent que la moitié de la population pratique le vaudou, souvent parallèlement à d'autres religions, le plus souvent le catholicisme.

Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement

Cadre juridique et politique

La Constitution et d'autres lois et politiques protègent la liberté de religion.

La constitution prévoit l'adoption de lois visant à encadrer la reconnaissance et le fonctionnement des groupes religieux. L'administration et la supervision des affaires religieuses relèvent du ministère des Affaires étrangères et des cultes. Au

sein de ce ministère, le Bureau des cultes est chargé de l'enregistrement des églises, des membres du clergé et des missionnaires.

Le catholicisme n'est plus la religion officielle depuis la promulgation de la constitution de 1987, mais un concordat de 1860, qui régit les relations entre l'église catholique (et ses ordres religieux) et l'État reste en vigueur. À bien des égards, le catholicisme conserve sa première place parmi les groupes religieux du pays. Le Vatican décide du nombre de prêtres, que le Bureau haïtien des cultes nomme ensuite. Dans le cadre du concordat, le gouvernement continue de verser une allocation mensuelle aux prêtres catholiques. D'après le directeur général du Bureau des cultes, le Bureau consacre 1,4 million de dollars É.-U. chaque année aux salaires des prêtres. Le gouvernement apporte également un appui financier à certaines écoles catholiques.

Les groupes religieux reconnus par le Bureau des cultes bénéficient d'un statut en cas de contentieux judiciaire et d'exonérations fiscales et sont autorisés à délivrer des certificats de mariage ou de baptême reconnus par les autorités civiles. Les importations de marchandises destinées aux groupes religieux et missionnaires officiellement enregistrés sont exemptes de droits de douane et le gouvernement ne prélève aucune taxe sur les églises enregistrées. Il faut, pour s'enregistrer auprès du Bureau, fournir des renseignements sur les qualifications du dirigeant du groupe, ainsi qu'une liste de ses membres et projets sociaux. Les groupes religieux enregistrés doivent présenter un rapport annuel de leurs activités.

Le gouvernement observe les fêtes religieuses suivantes en tant que jours fériés nationaux : Vendredi Saint, Fête Dieu (Corpus Christi), Assomption, Toussaint, Jour des morts et Noël.

Pratiques gouvernementales

Aucun cas d'atteinte à la liberté de religion n'a été signalé.

Le Conseil national des musulmans d'Haïti a demandé que l'islam soit légalement reconnu comme religion mais n'avait toujours pas obtenu gain de cause en fin d'année. D'après un interlocuteur musulman, le ministère des Affaires étrangères et des cultes a rejeté à plusieurs reprises ces dernières années la demande du Conseil national des musulmans visant à faire reconnaître l'islam comme religion, sans justifier sa décision. À chaque rejet, le gouvernement suggère au Conseil national des musulmans de demander à être reconnu non pas comme une religion officielle mais comme un groupe philosophique ou civique. À l'heure actuelle, le

mariage religieux de musulmans n'est pas reconnu par les autorités civiles, contrairement aux mariages religieux chrétiens et les musulmans qui se marient lors d'une cérémonie religieuse ne peuvent faire reconnaître leur union par les autorités qu'en s'adressant à un tribunal civil. D'après le Bureau des cultes, les musulmans bénéficient déjà d'une certaine reconnaissance officielle du gouvernement.

Le Bureau comprend trois sections distinctes chargées des questions administratives correspondant respectivement aux catholiques, aux chrétiens non-catholiques et aux musulmans, et aux adeptes du vaudou.

La plupart des groupes humanitaires confessionnels qui sont arrivés après le tremblement de terre de 2010 sont restés sans permis de séjour, les bureaux gouvernementaux ayant été fermés pendant des mois après le séisme. Bien qu'ils soient légalement tenus de s'enregistrer, de nombreux groupes chrétiens autonomes et adeptes du vaudou se livrent à leurs pratiques de manière informelle et n'ont pas cherché à être officiellement reconnus. D'après les informations dont on dispose, aucun groupe religieux n'a été contraint de restreindre ses activités du fait de cette obligation.

Des groupes missionnaires organisés et des missionnaires affiliés à divers groupes religieux gèrent des hôpitaux, des orphelinats, des écoles et des dispensaires financés par des fonds privés. Il arrive souvent que des missionnaires étrangers entrent comme touristes et soumettent au Bureau des cultes les mêmes documents que les groupes religieux haïtiens. Les fréquents retards dans la délivrance de permis de résidence sont semble-t-il principalement dus à des problèmes administratifs.

Les prisonniers et détenus ont généralement été autorisés à pratiquer leur religion et à demander à voir un pasteur (protestant), un prêtre (catholique), un chef vaudou ou un religieux musulman. Pendant les premiers mois de l'année, le gouvernement a cependant interdit les visites d'ordre personnel ou religieux dans les prisons en vue d'endiguer la progression du choléra. Il a levé ces restrictions une fois que le taux de contamination s'est stabilisé. Le droit des prisonniers et détenus de pratiquer leur religion est prévu par la loi, toutefois les autorités ne proposent pas d'offices religieux réguliers dans les grands centres d'incarcération comme le Pénitencier national. Des offices religieux sont animés par des bénévoles dans certaines prisons.

Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société

Des cas de discrimination ou d'abus sociétaux en raison de l'affiliation, la croyance ou la pratique religieuses ont été signalés.

La religion joue un rôle important dans la société. Si la société est généralement tolérante face à la multitude des pratiques religieuses, l'attitude des citoyens vis-à-vis du vaudou varie : certains l'acceptent et estiment qu'il fait partie de la culture haïtienne tandis que d'autres le rejettent et le jugent incompatible avec le christianisme.

Le Réseau national de défense des droits humains, organisation non gouvernementale, a signalé que 28 adeptes du vaudou ou prêtres vaudous avaient été tués entre janvier et septembre après avoir été accusés d'avoir fabriqué une poudre servant à propager le choléra. Les autorités n'ont pas ou peu donné suite à l'affaire.

Les meurtres de praticiens du vaudou liés au choléra semblaient avoir cessé en fin d'année.

Des individus non identifiés se sont introduits par effraction dans la principale cathédrale catholique du Cap-haïtien dans la nuit du 6 au 7 août qu'ils ont vandalisée. Ils ont laissé des tracts portant des slogans comme « L'église catholique est l'œuvre de Satan ». Des incidents similaires ont eu lieu la même nuit dans des églises des petites villes septentrionales de Port Magot et Limonade. Les autorités religieuses, aussi bien catholiques que protestantes, ont déclaré que ces incidents étaient probablement le fruit de tensions de longue date entre catholiques et protestants.

Des individus non identifiés ont pénétré avec effraction dans la Loge maçonnique du Cap-haïtien dans la nuit du 3 au 4 septembre. Ils ont saccagé la Loge et laissé des tracts accusant la franc-maçonnerie de « travailler pour Lucifer ». La police nationale haïtienne a ouvert une enquête. La Loge maçonnique haïtienne est souvent perçue comme étant affiliée à l'église catholique.

L'UNICEF a mené tout au long de l'année une campagne de sensibilisation au choléra en partenariat avec Religions pour la paix et le Conseil interconfessionnel des chrétiens, des musulmans et des groupes vaudous. Ce partenariat a permis d'organiser un festival de musique axé sur la sensibilisation au choléra, ainsi que de dispenser une formation aux chefs religieux, qui devaient ensuite former les membres de leur groupe.

Section IV. Politique du gouvernement des États-Unis

Des représentants de l'ambassade des États-Unis ont régulièrement rencontré des dirigeants religieux et de la société civile pour recueillir leurs opinions, notamment sur la liberté de religion. Tous les programmes des États-Unis en Haïti se fondent sur une approche inclusive de non-discrimination religieuse visant à favoriser le développement.